



Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

54 | 2006

Expériences de recherche en République démocratique du Congo

Introduction

Expériences de recherche en RDC : méthodes et contextes

Pierre Petit et Theodore Trefon



Édition électronique

URL : <http://civilisations.revues.org/285>

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 9-24

ISBN : 2-87263-006-6

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Pierre Petit et Theodore Trefon, « Introduction », *Civilisations* [En ligne], 54 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://civilisations.revues.org/285>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

Introduction

Expériences de recherche en RDC : méthodes et contextes

Pierre PETIT et Theodore TREFON

Véritable paradigme d'une Afrique confrontée aux affres de la guerre, au délitement de l'Etat et à l'informalisation économique, le Congo cumule apparemment tous les obstacles à la conduite de recherches de terrain répondant aux canons méthodologiques des différentes disciplines. Depuis le renouveau de la réflexion épistémologique des années 1980 – qu'illustre bien l'ouvrage de Clifford et Marcus (1986) – les démarches de recherche font l'objet d'une vigilance critique nettement plus approfondie qu'autrefois. Les dimensions politique et éthique de toute analyse sont soulignées. La naïveté épistémologique consistant à croire que l'on peut envisager le travail de terrain comme une collecte de données – alors qu'il s'agit d'une production de celles-ci – est mise en cause. Resituer les observations et les entretiens dans leur contexte devient une condition préalable à leur analyse. En cette époque où la complexité de toute étude de terrain est soulignée, y a-t-il encore une place pour des enquêtes menées dans un pays comme le Congo ?

Ce volume répond sans équivoque par l'affirmative et entend le démontrer par l'exemple, ou plutôt par vingt exemples. Notre ambition ici n'est pas du tout de souligner le caractère exceptionnel et singulier des expériences de recherche en RDC, mais bien au contraire de les rendre à leur juste mesure et de les enchâsser dans le grand champ des enquêtes en sciences humaines. Des domaines d'investigation inhabituels et potentiellement dangereux comme les milices *mayi-mayi*, les populations des zones en conflit ou les services spéciaux de la police n'ont rien qui les distingue fondamentalement, sur le plan de la démarche de recherche, de terrains plus communs et moins risqués.

Mais alors, pourquoi un ouvrage consacré au seul Congo ? Clairement, s'il n'y a pas un enjeu méthodologique spécifique, il y a bien une similitude de contexte. L'effritement progressif de l'Etat ces dernières décennies a créé une multitude d'interstices où les Congolais ont « réinventé l'ordre » (Trefon 2004) en instituant de nouveaux mécanismes

sociaux et de nouveaux référents symboliques. Si la situation du pays est souvent décrite par les Congolais eux-mêmes en termes de crise et de déclin, on peut néanmoins souligner la créativité sociale qui en découle et qui repositionne paradoxalement le Congo comme un pôle de diffusion culturelle vers d'autres pays de l'Afrique centrale. Un autre point remarquable est l'extrême polarisation de la vie du pays autour des grandes villes et singulièrement de Kinshasa. Un troisième point saillant est l'empêchement du pays dans les conflits depuis l'indépendance, y compris durant la période relativement épargnée de la Deuxième République. En dehors même des périodes et des zones de conflit, le chercheur est souvent confronté à une relative insécurité, ne fût-ce qu'en raison du caractère prédateur des forces de l'ordre et du harcèlement de certains fonctionnaires de l'Etat. Enfin, sur le plan institutionnel, la recherche au Congo procède sans guère disposer de ressources cartographiques, de statistiques ou d'autres banques de données fiables. La réduction dramatique des subsides accordés à la recherche et à tout le secteur académique a fortement affecté les capacités des scientifiques nationaux à initier leurs recherches sans recours à des financements extérieurs. C'est dans une large mesure l'agenda des bailleurs et des « partenaires » qui définit les priorités et les modalités de la recherche : les études fondamentales ont très largement cédé la place à la recherche contractuelle.

Cette place grandissante de la recherche contractuelle transforme assez radicalement le cadre habituel des enquêtes. D'une part, elle offre un champ d'opportunités à de jeunes chercheurs qui y trouvent leur viatique. Elle oblige théoriquement le corps académique à venir sur le terrain et à se garder de tout enfermement dans la tour d'ivoire de l'Université, une tentation forte dans un pays où les aspects prosaïques de la recherche sont souvent jugés dégradants par de « grands professeurs ». Mais d'autre part, la recherche contractuelle apporte son lot de dangers : semblablement à une tendance générale de la société congolaise, elle s'inscrit dans le court terme et l'immédiatement utile, se privant ainsi de toute réflexion théorique et de tout développement conceptuel. Elle s'accompagne souvent de pratiques corruptives : il n'est un mystère pour personne que les signatures nécessaires pour commencer le travail ne sont hélas souvent accordées qu'après ristourne d'une partie du budget auprès de certains responsables. Les bailleurs veulent souvent des enquêtes menées en très peu de temps, parfois sans préenquête, pour peu que le protocole paraisse sérieux et que les mots fétiches de la coopération (*empowerment*, groupes vulnérables, gestion participative, activités génératrices de revenus, développement durable, bonne gouvernance...) apparaissent manifestement dans les conclusions et recommandations – il y aurait là un belle étude discursive à réaliser. De fait, la marchandisation des enquêtes prive souvent celles-ci de toute originalité – ainsi que de toute pertinence sociale locale, par ailleurs.

Dans ce contexte, il nous a semblé utile d'appeler à une meilleure vigilance méthodologique de la part de tous : les études fondamentales comme les recherches appliquées nécessitent une perpétuelle réflexion critique sur les modalités de l'enquête. Nous espérons par ce volume susciter des échanges d'idées, notamment entre champs disciplinaires différents, entre générations différentes, entre chercheurs du Nord et du Sud, entre spécialistes d'approches quantitatives et d'approches qualitatives, afin que la question méthodologique reste une préoccupation constante de tous ceux qui participent à une entreprise de recherche au Congo ou dans d'autres contextes où les chercheurs font face à des défis similaires.

Origine et objectifs de l'ouvrage

Cet ouvrage est né de la constatation d'un manque : aucun livre ne traitait jusqu'à présent des méthodes de recherche au Congo dans une optique pluridisciplinaire¹. Tous deux chercheurs de terrain dans ce pays depuis de nombreuses années, les deux éditeurs ont pu observer que généralement, les résultats des études réalisées au Congo sont présentés sans référence au contexte et aux étapes qui ont permis la production des données. Celles-ci sont en définitive livrées sans perspective critique sur la démarche empirique. Dès lors, les jeunes chercheurs qui entreprennent à leur tour des enquêtes avancent en naviguant à vue, en réinventant chacun une démarche pratique adaptée à l'objectif de leur étude et au contexte souvent difficile dans lequel ils évoluent. Il fallait donc constituer une collection d'exemples pratiques et critiques accessible à tous ceux qui sont amenés à réaliser des enquêtes dans ce grand pays : chercheurs, doctorants et étudiants, fonctionnaires et enquêteurs congolais (pour lesquels ce volume pourrait être utile comme manuel de recherche), experts, journalistes et autres professionnels.

Conformément à l'horizon éditorial de la revue *Civilisations*, les contributions touchent aux sciences humaines, et plus particulièrement à l'anthropologie, à la sociologie et à l'histoire. D'autres disciplines sont aussi représentées pour assurer une fertilisation mutuelle des idées : sciences politiques, santé publique, linguistique, sciences de la communication, démographie. Par ailleurs, la contribution d'un cinéaste témoigne de l'interpénétration de plus en plus poussée de ce domaine avec le monde de la recherche. La limite entre les ouvrages de fiction, le cinéma et la recherche est nettement moins marquée qu'autrefois (cf. Joris 2001). Une réflexion sur l'évolution de la pratique de l'histoire au Congo clôture ce dossier, en marge de celui-ci.

Nous avons demandé aux auteurs de suivre un certain canevas. Les articles devaient porter sur des recherches menées après 1990 (année qui amorce la transition politique), quitte à les comparer avec des expériences plus anciennes. Ils devaient présenter les modalités pratiques que les auteurs ont adoptées (ou ont été contraints d'adopter) pour mener leurs enquêtes au Congo. La question centrale est donc formulée en termes de « comment ? ». Il s'agit bien de suggérer, ne fût-ce que par défaut, des dispositions concrètes pour la réalisation d'un travail de recherche. Bien entendu, les objectifs et les résultats de la recherche sont présentés, mais de façon très synthétique : c'est la présentation critique des méthodes employées et leur recontextualisation qui sont mises en avant.

L'interrogation initiale était trop vaste pour permettre qu'on s'attache à tous ses aspects en même temps et les auteurs ont sélectionné les questions qui leurs semblaient les plus pertinentes. Celles-ci se déclinent en une vaste gamme : qu'en est-il de la collecte des données écrites (archives, presse, statistiques...), des interviews, des *focus groups*, des discussions informelles ou hors du contexte de l'enquête, de l'observation participante (ou non), de l'administration et du traitement de questionnaires ou de recensements, de l'engagement d'interprètes, d'associés de recherche ou d'enquêteurs locaux ? Quels

1 . Benoît Verhaegen (1974), Jean-Luc Vellut (1974) et Jan Vansina (1994) ont respectivement rédigé une introduction à l'histoire immédiate, un guide de recherche et une autobiographie, sur base de leur expérience d'historien. Ce sont sans doute les trois ouvrages les plus proches des ambitions du présent volume.

sont les écueils rencontrés, qu'ils soient méthodologiques, conceptuels, de l'ordre de l'expérience personnelle (cela ne se passe pas comme on l'a imaginé avant d'arriver sur le terrain) mais aussi logistiques (transport, communication, transferts bancaires, etc.), administratifs (« il manque un papier », relations avec les services de sécurité, interdiction de photographier, contraintes liées au financement...), physiques (guerre et sécurité personnelle, problèmes sanitaires...)? Comment l'auteur a-t-il été perçu par les groupes/communautés/autorités sur son terrain (une manne d'argent, un espion, un idiot (*yuma*), un chercheur dans le sens noble du terme, un « emmerdeur », un missionnaire, un pillier du patrimoine congolais, un *mutumbula*...)? L'origine nationale ou régionale de l'auteur a-t-elle eu des conséquences sur l'enquête?

De façon plus générale, les contributions rendent compte du contexte dans lequel se sont déroulées les études et des conséquences que cela amène dans la conduite de la recherche : recompositions sociales liées à la crise, délitement de l'Etat, corruption, informalisation de l'économie, montée des Eglises du réveil, précarité des ménages, guerre, ONGisation de la société, environnement hédoniste et tant d'autres aspects qui déterminent les modalités des enquêtes au Congo.

Enfin, si la recherche dépend largement du contexte où elle est menée, il y a aussi lieu de se demander quels sont ses conséquences en aval : qu'observe-t-on au niveau de la restitution et de la diffusion des résultats? Quel est le destin de la *gray literature* des recherches commanditées? Les recherches débouchent-elles sur des applications concrètes, sur des récupérations non prévues – voire non désirées –, sur un simple rapport de légitimation de projets déjà décidés? Quelle est l'éventuelle instrumentalisation des résultats de l'étude? Cette dernière gamme de questions est peut-être celle qui a été le moins explorée ici (comme dans beaucoup d'autres volumes portant sur la méthodologie) et il conviendrait d'y regarder de plus près à l'avenir.

Etre chercheur en RDC : négociation, réflexivité et positionnement

La contextualité de l'enquête est bien au cœur de ce volume. Longtemps, dans le domaine des sciences humaines en général, les modalités pratiques de la recherche ont été occultées ou minimisées au profit de la seule présentation magistrale des résultats. Le scientifique, surplombant son domaine d'investigation, analysait les résultats de ses enquêtes après avoir décrit sommairement la méthode et les techniques qu'il avait employées pour rassembler son corpus. Au Congo, d'ailleurs, une longue tradition d'ingénierie sociale datant de la période coloniale – prolongée par deux décennies d'enquêtes socioéconomiques (*surveys*) à vocation nationale – a cristallisé cette représentation positiviste de la production du savoir, particulièrement – mais pas uniquement – dans les domaines quantifiables. Tout au plus les auteurs signalaient-ils les difficultés et les biais inhérents à leur travail en prologue à la présentation des résultats, mais au total, contexte et résultats des enquêtes étaient présentés indépendamment alors qu'ils constituent les deux faces indissociables d'une même réalité.

Les textes de ce volume, plus en phase avec une démarche réflexive que positiviste, mettent en évidence la positionalité de l'approche des auteurs, à savoir que leur méthode et les résultats auxquels ils aboutissent sont intimement conditionnés par l'ensemble des dynamiques de la démarche. Il est ainsi très clair que le chercheur blanc ne peut se diluer et devenir invisible dans une société où la simple couleur de sa peau l'apparente aux anciens colonisateurs (L. Jeurissen, B. Rubbers, J.-F. Bastin). Cette position d'altérité le situe dans des statuts très variables selon le contexte, puisqu'il oscille entre le sympathique *noko* –

l'oncle bienveillant –, le *Bula Matari* autoritaire et le *mutumbula* prédateur, dévoreur de la race noire. Le voyage en train de l'équipe de J.-F. Bastin, lors de son dernier tournage, illustre les réactions variées des Congolais par rapport au passage d'une équipe belge munie d'une caméra : partie des périphéries rurales dans un ambiance décontractée, cette équipe rencontra une hostilité croissante au fur et à mesure qu'elle se rapprochait de la capitale. Le critère de la « race » est le plus visible lors du contact avec un chercheur occidental, mais très vite, d'autres critères le complètent et peuvent prendre le pas sur lui dans le courant des enquêtes.

Les chercheurs congolais, de leur côté, doivent souvent composer avec les identités régionales ou ethniques. Très représentatif de cet état de fait, le texte de D. Dibwe montre clairement la nécessité de tenir compte de cette variable quand on enquête sur des matières sensibles à la question ethnique, comme dans le cas du recueil de témoignages sur les événements liés au conflit entre Katangais et Kasaiens. Très pragmatiquement, D. Dibwe a fait réaliser le travail d'enquête par des chercheurs appartenant aux deux principales ethnies en conflit. Malgré ces précautions, l'auteur recevra vraisemblablement les critiques des deux camps en présence lorsqu'il publiera ses enquêtes, soit qu'on lui reproche de trahir la cause kasaienne en montrant ses clivages, soit qu'on l'accuse de stigmatiser une fois de plus les Katangais. Cette dimension ethnique est aussi apparue dans l'article de F. Vandebussche où l'équipe mit à profit les relations à plaisanterie interethniques pour faciliter les enquêtes.

Malheureusement, la question du genre n'a guère été abordée dans les textes que nous présentons, alors qu'elle conditionne elle aussi l'insertion de l'enquêteur/enquêtrice et le déroulement des enquêtes. G. Iyenda note bien les suspicions que rencontre un chercheur de sexe masculin quand il interroge une femme alors que son mari est absent (cf. aussi Lubembo *et al.* 2004), mais le problème est plus général. En effet, la société congolaise, comme les sociétés africaines en général, est très prescriptive sur les rapports sociaux de genre. Les commentaires informels de chercheuses européennes à ce sujet font souvent état de la double impression de bénéficier d'un crédit d'innocuité, ce qui facilite l'intégration et la production des données, et d'être d'autre part souvent remises vertement à leur place dans un système phallocratique. Le positionnement des chercheurs masculins n'a pas même encore fait l'objet d'une réflexion préliminaire alors que la société congolaise attend de lui certains comportements performatifs masculins, comme le partage de la bière, les discussions sur le sport ou l'argent. P. Petit se souvient de la surprise et du sincère embarras d'un de ses hôtes, dans une chefferie luba, car il n'avait pas couché avec la jeune femme en charge de la préparation de sa nourriture : qu'est-ce qu'il manquait à cette jolie demoiselle, une parente de l'hôte, pour que le chercheur l'ait ainsi délaissée ?

Le point crucial de l'interaction en situation de recherche est la motivation qui est prêtée au chercheur par le milieu où il évolue, une attribution renégociée en permanence. S'il est bien une occupation qui ne semble pas anodine au Congo, c'est la réalisation d'enquêtes approfondies. L'espionnage interne a été une pratique courante sous l'ancien régime et bien souvent, l'enquêteur est perçu comme une variante du *tifu-tifu*, l'espion, comme l'illustre bien le texte de D. Dibwe. O. Kahola, dans ses enquêtes ethnographiques au commissariat des services spéciaux, n'a pas pu convaincre les policiers de sa qualité de chercheur : on l'a classé erronément comme un stagiaire en droit, une figure habituelle dans ce cadre. De façon générale, d'ailleurs, les enquêteurs congolais empruntent souvent l'identité d'un étudiant réalisant son travail de fin d'étude, ce qui leur évite d'être pris

pour un espion ou pour un enquêteur dans un projet à gros budget. Ceci peut toutefois se retourner contre l'« étudiant » : T. Trefon & S. Cogels relatent l'histoire d'un de leurs collaborateurs qui a été relâché après une nuit en prison, dépossédé de ses chaussures, de son pantalon et de son téléphone mobile, car la police locale l'avait fait payer pour les troubles sur le campus de l'Université de Kinshasa.

Les chercheurs occidentaux doivent aussi composer avec ces figures de l'étudiant (G. Fonteyne) et de l'espion (K. Vlassenroot), mais bien d'autres apparaissent au cours de ces pages. Une femme blanche fréquentant assidûment l'Eglise kimbanguiste sans en être membre n'est pas un personnage commun : néanmoins, A. Mélice a gardé ses distances, pour des raisons aussi éthiques que méthodologiques. Sa perception par la communauté a finalement évolué vers celle d'une sympathisante de l'Eglise, ce qui lui a permis de bénéficier à terme d'une grande confiance auprès de certains responsables. Comme elle le montre très bien, cela ne signifie pas que les différentes factions de cette Eglise – très divisée – la reçoivent toutes avec enthousiasme.

La profusion des ONG internationales dans l'ensemble du Congo a fortement marqué le profil et les pratiques des chercheurs. Pourvoyeuses de ressources que l'Etat ne distribue plus depuis plusieurs décennies, elles sont devenues le point d'ancrage d'attentes nombreuses de la part de la population, notamment en termes de rentrées financières et de services. L'article de A. Kakudji montre sans concession combien les personnes contactées lors d'une enquête sur les enfants en rupture anticipaient une aide concrète des enquêteurs eux-mêmes et du projet qui les employait. Dans ce cadre, l'enquêteur est vite perçu et instrumentalisé comme une personne ressource susceptible de mobiliser les relations et les financements. G. Fonteyne, qui étudiait les perceptions de la transfusion sanguine à Kinshasa, fut constamment prise pour une courtière potentielle auprès des institutions internationales. Dans le cas contraire où il apparaît que la rétribution ne sera pas à la hauteur des attentes, les informateurs peuvent se désintéresser rapidement de l'enquête, comme le montre bien F. Vandebussche à propos des villages minés où travaille Handicap international.

Souvent donc, l'enquêteur est projeté comme un représentant de projet ou un bailleur de fonds. Au début de ses enquêtes, L. Jourdan fut ainsi appelé « Monsieur le coordonnateur », ce qui traduisait les attentes de la population dans cette région ravagée par la guerre. Il fit tout pour contredire cette représentation de lui-même en partageant bières et cigarettes avec les jeunes miliciens *mayi-mayi*, jouant avec eux au football... tant et si bien qu'il fut finalement reclassé comme un « petit blanc » sans grande assise financière ou institutionnelle, un statut qui lui laissa beaucoup plus de liberté pour diriger ses enquêtes.

On le voit, il y a fréquemment renégociation des statuts malgré les appréhensions initiales. Reste une question connexe et lancinante que résume lapidairement J.-F. Bastin à propos du cinéma : « pourquoi vous filmez ? ». Beaucoup de chercheurs sont très mal à l'aise quand ils doivent expliquer ou justifier le travail qu'ils font. Question assez angoissante pour un chercheur qui mesure toute l'asymétrie du rapport dans lequel il se trouve, surtout dans le Congo en crise. Quelles que soient les réponses que l'on peut apporter mettant en avant l'utilité des enquêtes, on sait combien cette catégorie d'« utilité » est idéologiquement construite. Une réponse de type technocratique – formulée selon le discours de l'humanitaire, de l'urgence ou du développement durable – ne peut suffire.

Recherche contractuelle ou fondamentale ?

On remarque cependant que cette rhétorique développementaliste a pris une place hégémonique dans l'« arène » de la recherche (Olivier de Sardan 1995 : ch. 10). Comme signalé plus haut, au Congo, la recherche fondamentale est en net déclin par rapport à la recherche contractuelle. La rupture de la coopération bilatérale entre le Zaïre et la Belgique, en 1990 (et, peu de temps après, avec les autres bailleurs), a mené à son terme le processus de marginalisation et d'isolement des chercheurs congolais, dorénavant privés de tout soutien. Ce processus était déjà bien avancé dans les années 1980 : la recherche était alors devenue moribonde car laissée pour compte par l'Etat. La situation des universités congolaises reste catastrophique malgré certains efforts récents pour les redresser. Sur les plans de l'enseignement, du budget, de l'infrastructure, de la place de l'université dans la société congolaise, tout reste à faire. La contribution d'I. Ndaywel montre ainsi les difficultés auxquelles les historiens congolais sont confrontés de nos jours. Cette situation ne permet pas aux professeurs ou aux chercheurs de se consacrer à la recherche fondamentale, moins encore à conceptualiser les thématiques à explorer.

Ces difficultés spécifiques à la situation congolaise se conjuguent à un contexte globalement défavorable pour l'Afrique. Les années 1980 sont sombres pour l'image du continent : les Etats sont en faillite, accablés par la corruption; famine, sécheresse et violence font la une dans les médias occidentaux. L'idée de la Renaissance africaine n'avait pas encore été inventée. Dans ces conditions de crise, la recherche pour la recherche devenait un luxe que peu de fondations ou de bailleurs de fonds étaient disposés à financer : les budgets furent réalloués vers la recherche appliquée (*problem oriented*). Développement durable et environnement, sécurité alimentaire, éducation primaire, santé pour tous, enfants en situation précaire, amélioration de la situation de la femme, HIV/SIDA, prévention des conflits... devinrent les thèmes de prédilection définis comme autant de « champs de bataille », selon une métaphore de la lutte qui n'est pas anodine : les missionnaires auraient-ils cédé le pas à des mercenaires ?

Un nouveau corps d'experts, de spécialistes et de consultants a investi le terrain. Ils connaissent peut-être la problématique de la consultation mais pas nécessairement la culture ni le pays dans lequel ils sont amenés à travailler. Il s'ensuit une prolifération d'enquêtes réalisées sans connaissance particulière du milieu et selon des méthodologies préformatées, universelles et rapides (par exemple, *participatory rural appraisal*), qualifiées assez cyniquement de *quick and dirty* par les bureaux d'étude. On assiste de ce fait à une arrivée en masse de jeunes experts occidentaux bien au courant de ces techniques d'investigation, qui tendent à remplacer les chercheurs de la génération précédente, nationaux ou non. Cette transition générationnelle est renforcée par l'arrivée d'autres jeunes venus au Congo dans la mouvance des ONG caritatives et de développement, bien plus que dans l'objectif de mener une recherche de type fondamental. Dans ce contexte de recherche contractuelle et d'ONGisation, le *politically correct* oriente beaucoup plus étroitement la position de l'expert que dans le cadre de la recherche fondamentale.

Le prototype du nouveau chercheur congolais est dorénavant celui de l'expert qui maîtrise les exigences développementalistes et technocratiques élaborées dans un bureau à Bruxelles, Paris ou Washington. Gérer un budget en format Excel, respecter des échéances strictes pour les rapports, assimiler la logique du *project cycle management*, etc., sont des prérequis pour l'expert du Congo *ya sika* (d'aujourd'hui). Le rêve du chercheur ou du jeune diplômé d'il y a une génération était de rentrer à l'université : de nos jours,

il poursuit ce même rêve mais compte sur un contrat de consultance pour assurer les frais du ménage, ce que son maigre salaire ne peut réaliser. Par ailleurs, vu leur effectif relativement restreint par rapport à la demande en consultance, les experts congolais s'engagent souvent sur plusieurs fronts, ceci à l'insu des bailleurs qui ne sont guère coordonnés entre eux, même lorsqu'ils travaillent dans des secteurs proches. L'expert congolais est certainement instrumentalisé par les bailleurs occidentaux, mais il se défend en général très bien pour négocier ses termes de références et pour jouer sur plusieurs tableaux, ce qui est devenu assez habituel au Congo à présent. Il s'agit donc en fait d'un processus dialectique contraignant mais dans lequel chaque partie trouve quelque part son compte. Ce n'est plus tant l'engagement à long terme par rapport à un fil conducteur qui oriente la recherche mais bien le besoin de répondre à un appel d'offre potentiellement rémunérateur. Trouver sa place dans un projet devient une fin en soi.

Les nouvelles priorités contractuelles des chercheurs congolais expliquent en partie pourquoi ils ne représentent qu'un tiers des auteurs de ce volume malgré une large diffusion de l'appel à contributions au Congo et dans les milieux congolais à l'étranger. En effet, il est moins directement rentable de rédiger un article scientifique que se s'investir dans un projet ou dans un programme. Il devient souvent difficile pour un chercheur congolais de s'identifier à une recherche scientifique plutôt qu'à un logo de projet. Il ne s'agit que d'une tendance, forte certes, mais qui laisse la place à une recherche de fond, comme en témoignent les contributions congolaises de cet ouvrage.

La logique de contractualisation de la recherche est patente dans ce volume. L'occupation de l'espace congolais par les ONGs et le secteur humanitaire transparait clairement dans les articles de F. Vandebussche (Handicap international), de G. Fonteyne (Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger) et de D. Porignon *et al.* (Cemubac). Même si ces auteurs sont blancs et européens, il ressort clairement de leurs expériences que la collaboration avec les chercheurs locaux est cruciale pour le bon déroulement des travaux sur place, une remarque générale pour tous les projets. Les institutions internationales sont également représentées dans ces articles, qu'il s'agisse de l'UNICEF (qui finance la recherche sur les enfants en rupture, développée dans l'article de A. Kakudji), de l'Union Européenne (qui soutient un programme de gestion des ressources naturelles évoqué dans l'article de T. Trefon & S. Cogels) ou de l'Agence universitaire francophone (voir l'étude de B. Lututala sur les migrants congolais à Paris).

L'importance du financement belge de la recherche au Congo est manifeste aussi dans ce volume : il est la conséquence logique du maintien d'anciens réseaux dans le domaine de la recherche et d'un effort structurel engagé depuis plusieurs années par des institutions belges. Plusieurs contributeurs ont été directement ou indirectement associés aux programmes de la CUD (Commission universitaire pour le développement de la Communauté française de Belgique). Quatre d'entre eux – D. Dibwe, O. Kahola, A. Kakudji et P. Petit – sont membres de l'Observatoire du changement urbain (OCU) de l'Université de Lubumbashi, une structure qui bénéficie des fonds de la CUD. L'enquête socioéconomique réalisée sous la direction de M. Rémon & C. Nkuku fut menée dans le cadre de la CUD également. V. Sizaire fut commissaire d'expositions financées conjointement par la CUD, le CELAT (Université Laval), le SEPHIS (coopération néerlandaise) et le Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren. Même s'il ne rentre pas dans le champ de la recherche contractuelle, le long travail au Zaïre puis au Congo de

J.-F. Bastin – qui était journaliste à la RTBF (Radio-télévision belge francophone) – n’est pas étranger à l’engouement du public belge pour les images émanant du Congo.

B. Rubbers (travail sur les entrepreneurs étrangers au Katanga) a été impliqué dans plusieurs programmes de la CUD, mais son cas témoigne surtout de l’intérêt de jeunes doctorants belges pour consacrer leur thèse au Congo, ce qu’illustrent aussi L. Jeurissen dans le domaine de l’histoire coloniale et A. Mélice à propos de l’Eglise kimbanguiste. Le travail de K. Vlassenroot sur le conflit au Kivu est le prolongement de ses recherches doctorales à l’Université de Gand. D’autres recherches doctorales présentées ici ont été menées en dehors du cadre académique belge : L. Jourdan vient de terminer sa thèse à l’Université de Turin; l’article de B. White & Yoka Lye sur l’écoute musicale à Kinshasa prolonge les recherches doctorales du premier à l’Université de Montréal. Les seuls articles basés sur des recherches doctorales de chercheurs congolais sont celui de A. Matangila (Université de Kinshasa) sur les Eglises de réveil et celui de G. Iyenda (Université de Londres) sur la pauvreté dans la capitale.

Quantitatif et/ou qualitatif?

Tandis qu’ils discutaient de la pertinence de présenter dans leurs détails chiffrés les résultats d’une enquête menée auprès de cinq cents Kinois questionnés sur leurs goûts musicaux, B. White, Yoka Lye et l’équipe congolaise de l’enquête avaient des points de vue contrastés sur l’importance à accorder aux résultats quantitatifs. Le premier hésitait à faire grand cas de différences arithmétiques qui lui semblaient peu significatives, opinion contre laquelle un des membres de l’équipe opposa que « si nous utilisons des chiffres, alors les gens nous respecteront ».

Cette réflexion illustre fidèlement la manière dont la légitimité des enquêtes est souvent conçue au Congo, c’est-à-dire à l’aune de leur traitement statistique des données. Celles-ci sont souvent livrées au lecteur au centième de pour-cent près, l’effectif concerné (n=?) étant toutefois passé sous silence. Alors même que l’on se méfie de plus en plus, dans le monde académique occidental, d’approches trop exclusivement quantitatives, la première question qui se pose dès que l’on parle d’enquête dans un cadre collégial au Congo est celle de la taille de l’échantillon : le ciblage des objectifs, la validité du questionnaire et le protocole de l’enquête, par contre, suscitent généralement peu de commentaires, un travers contre lequel L. de Saint Moulin met très clairement en garde dans sa contribution. Cette prégnance du quantitatif semble due à plusieurs facteurs. Tout d’abord, le Congo reste tributaire d’une vision moderniste du monde développée dans les années 1950-1970, une époque où la programmation socio-économique se basait sur des enquêtes de type *survey*. Parmi les meilleurs exemples, citons les recherches à propos des budgets ménagers coordonnées par Joseph Houyoux et le BEAU (Bureau d’études d’aménagement urbain). Les actuels responsables académiques au Congo font partie d’une génération qui a participé à ces grandes enquêtes et qui en a conservé le modèle. D’autre part, la demande d’expertise des principaux bailleurs de fonds vise avant tout une évaluation chiffrée de la situation sanitaire, économique, etc., d’où cette valorisation des statistiques.

Seul un quart des textes ici réunis s’inscrivent dans une démarche essentiellement quantitative : cela tient en partie à l’orientation disciplinaire des éditeurs et de la revue mais surtout à une évolution méthodologique générale. Des domaines qui auraient autrefois été abordés en utilisant des outils de caractère essentiellement quantitatif, comme ceux de

l'économie et de la santé, font de plus en plus souvent l'objet de démarches de recherche qualitatives.

En fait, la solution optimale est de croiser les démarches quantitatives et qualitatives là où c'est possible, un objectif souvent annoncé mais rarement réalisé dans la pratique. C'est pourtant une gageure sur laquelle plusieurs contributeurs offrent des exemples à suivre. Nourrie par trente-cinq années de pratique, la démarche méthodologique de Léon de Saint Moulin illustre tout le bénéfique à commencer par une enquête exploratoire. En utilisant des questions ouvertes auprès d'informateurs diversifiés, on fait apparaître de façon compréhensive les points de vue congolais sur le domaine étudié. L'auteur engage à beaucoup de prudence dans cette phase préparatoire car elle détermine la qualité du questionnaire standardisé qui, appliqué à un grand échantillon, permet l'inférence statistique. De même, le texte de B. White & Yoka Lye sur les préférences musicales des Kinois montre comment un domaine habituellement abordé par l'analyse littéraire se prête à une enquête extensive.

Sur le plan quantitatif, un problème régulièrement évoqué est celui de la non fiabilité des sources disponibles. B. Rubbers et G. Iyenda montrent à quel point les statistiques produites par l'administration en charge des matières économiques sont sujettes à caution. L'enquête dans les commissariats de Lubumbashi à laquelle participait O. Kahola avait notamment pour but de fournir des données chiffrées sur la criminalité. Il est apparu qu'en fait, les registres ne sont pas correctement tenus, non tant par négligence que pour dissimuler les pratiques parallèles des commissariats. Comme on le voit dans ces deux exemples, les données officielles ne sont en général pas fiables. Ceci ne leur retire cependant pas tout intérêt puisqu'elles en gardent au moins un, paradoxal : celui de questionner les vraies motivations de ces pratiques de dissimulation. Signalons au passage que si la consultation des statistiques ou des registres locaux est souvent décevante, ce n'est pas le cas des travaux d'érudition réalisés dans le cadre académique : L. Jourdan a tiré un parti très profitable de l'usage des mémoires de fin d'étude rédigés dans les établissements de la région où il menait ses recherches. Enfin, la littérature émanant des Eglises présente aussi un intérêt manifeste pour la recherche, comme le montrent bien A. Mélice et A. Matangila.

Les démarches de type qualitatif, mieux représentées dans ce volume, sont diversifiées. Le texte le plus proche de ce que l'on entend classiquement par observation participante est celui d'O. Kahola. Ses enquêtes dans les Services spéciaux de Lubumbashi ne furent possibles et fructueuses qu'à partir du moment où il devint à la fois camarade et collaborateur des agents policiers : le partage du café avec le corps de garde, l'enregistrement officiel des plaintes, l'humour dont il fit preuve en imitant le commissaire et les prévenus..., tous ces éléments ont contribué à son insertion dans le petit monde du commissariat. Insistons sur l'importance d'une présence continue dans le lieu même de l'enquête, y compris la nuit : s'il est facile de conserver les apparences devant un enquêteur de passage pour quelques heures, il est pratiquement impossible d'occulter les pratiques habituelles lorsque cette même personne prend racine dans le milieu pendant une semaine. Le texte d'O. Kahola glacera sans doute certaines personnes sur la question de la déontologie de la recherche : il est amené à rédiger des documents officiels, n'hésite pas à jeter un coup d'œil dans des registres qu'on lui a interdit de voir, enfin se voit invité au grand partage des bénéfices de l'économie parallèle du commissariat. Mais les ethnographes en situation d'observation participante sont-ils vraiment des saints ?

Les autres auteurs qui pratiquent l'observation, participante ou non, montrent le grand bénéfice d'une telle forme d'enquête, qui permet notamment de vérifier – et le cas échéant de contredire – les données apparues à travers les entretiens (A. Kakudji, B. Rubbers, G. Iyenda, L. Jourdan). Là où elle est possible, l'« expérience » personnelle du social semble bien le moyen privilégié de production du savoir en anthropologie (Hastrup et Hervik 1994). Ces pratiques d'observation prennent des formes nouvelles avec la transnationalisation des communautés : comme Appadurai (1990) l'a bien souligné, les « terrains » sont de plus en plus *multi-sited*, ce qu'illustrent les textes de B. Lututala et d'A. Mélice qui portent sur des phénomènes liés à la diaspora.

Néanmoins, l'entretien semi-structuré est la technique d'enquête qualitative la plus répandue. B. Rubbers, D. Dibwe et G. Fonteyne la décrivent clairement : les informateurs sont recrutés selon la méthode de la « boule de neige », qui pose néanmoins le problème de l'« encliquage » auprès d'un petit réseau de connaissances. Sans utiliser à proprement parler un questionnaire, les enquêteurs disposent souvent d'un protocole qui énumère les domaines à propos desquels des données sont à collecter (cf. ceux présentés par G. Fonteyne et T. Trefon & S. Cogels). Le nombre de personnes à interviewer ne dépend pas d'un effectif déterminé à l'avance mais du principe de saturation formulé par Strauss (1992) : c'est à partir du moment où les informations deviennent systématiquement répétitives que l'on peut clôturer cette phase de l'enquête. Dans les faits, cependant, beaucoup d'enquêteurs se fixent un effectif d'enquêtes à réaliser sans tenir compte de ce principe et sans avoir une représentation réaliste du temps nécessaire pour mener à terme le travail. Bien entendu, les informations recueillies par cette technique doivent être recadrées dans leur contexte : l'interview amène un processus de « mise en intrigue » de sa personne par celui qui la rapporte, un processus tout à fait normal mais dont le chercheur doit être conscient lors de son analyse (Dubar, cf. B. Rubbers).

Les autres techniques d'enquête qualitatives présentées dans ce volume sont l'approche biographique (L. Jeurissen, D. Dibwe, A. Kakudji), la biographie des objets personnels (V. Sizaïre), l'analyse du discours (A. Matangila), le *focus group* (A. Kakudji, B. White & Yoka Lye), etc. En fait, comme le décrivent explicitement A. Kakudji et G. Iyenda, le croisement des techniques permet de donner plus d'épaisseur à l'enquête en multipliant les points de vue et en recoupant les données. Une leçon générale à tirer de cet ouvrage est tout le bénéfice que l'on peut retirer d'un éclectisme méthodologique approprié au contexte de la recherche.

Un déséquilibre vers l'urbain

Le déséquilibre croissant entre les travaux menés en milieu urbain et ceux menés en milieu rural est une tendance bien observable au Congo. Depuis plus de quinze ans maintenant, les recherches en sciences humaines ont progressivement déserté le terrain villageois. Ce constat s'applique aux travaux des chercheurs du Nord et du Sud. Auparavant, par exemple, l'anthropologue restait longtemps, et seul, sur « son » terrain villageois afin d'approfondir ses connaissances, souvent de style monographique. A partir du début des années 1990 et l'annonce par Mobutu de la transition politique, la communauté internationale s'engagea à répondre aux problèmes des populations urbaines, ce qui supposait une meilleure connaissance des stratégies de survie inventées pendant ces années de crise socio-économique. On assista alors à un déplacement des terrains de recherche ainsi qu'à une transformation des modalités d'enquête. « Experts » en développement, représentant des ONG et – bien moins nombreux que les deux premiers

groupes – chercheurs commencèrent à se concentrer dans les grandes villes congolaises et dans leurs périphéries.

L'« *urban bias* » – selon l'expression heureuse de Becker *et al.* (1994) – est un phénomène continental : partout, on privilégie l'étude des dynamiques urbaines et l'on tend à laisser pour compte le développement rural. On explique ce déséquilibre, tout d'abord, par l'évolution démographique : à présent, le tiers des Africains (et la moitié des habitants de l'Afrique centrale) sont des citadins; quarante villes africaines dépassent le seuil d'un million d'habitants, un chiffre qui augmente chaque année. L'*urban bias* n'est pas étranger, non plus, à la perception négative que développent les citadins à propos des ruraux. En effet, le villageois est toujours perçu comme un rustre qui n'a pas réussi sa migration vers la ville, ou encore mieux, vers le Nord (*lola*) – synonyme de Paradis dans le langage populaire kinois.

Au Congo, les villes – et singulièrement Kinshasa, Lubumbashi et Mbuji-Mayi – occupent une situation hégémonique en termes d'infrastructures, d'administration, d'emplois, d'investissements, de services ou enfin, d'image. L'économie politique du Congo dans son ensemble est dominée par les villes et par les citadins même si les richesses congolaises (or, diamants, minerais et bois tropical) sortent de « la brousse ».

Grâce aux travaux du Rhodes-Livingstone Institute en Afrique australe, les africanistes contribuèrent très tôt au développement de l'anthropologie urbaine (Hannerz 1983). Ces travaux constituent de premiers pas qui furent suivis dans les pays francophones avec l'école de Balandier. Après les indépendances, les bouleversements sociaux, économiques, politiques ou encore urbanistiques induits par la croissance des villes attirèrent l'attention des chercheurs sur les thématiques urbaines. Toutefois, ce n'est que vers la fin des années 1980 que se constitue un corpus scientifique d'importance sur le changement social dans les villes africaines (Simone 2004, Rakodi 1997).

Malgré quelques ouvrages pionniers (Comhaire-Sylvain 1968, Houyoux 1973, Houyoux et Lecoanet 1975), ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990 que les études urbaines en sciences humaines prennent un véritable essor au Congo (Jewsiewicki 2003a et b, Dibwe 2001, De Herdt et Marysse 1996, Biaya 1997, Gondola 1997, Yoka 1999, Sizaire 2001 et 2003, de Villers *et al.* 2002, Petit 2003 et 2004, Simone 2004, Trefon 2004, De Boeck et Plissart 2005). L'anthropologie urbaine en RDC est désormais bien en vogue, comme en témoignent aussi bien les publications en langue anglaise que française. Par contre, on ressent le vide au niveau des recherches dans les petites villes et en milieu rural.

Les contributions de ce volume sont clairement représentatives de cette évolution. Plusieurs d'entre elles sont consacrées effectivement aux préoccupations urbaines. Il s'agit notamment de celle de M. Rémon & C. Nkuku, qui rendent compte de leurs efforts pour organiser une vaste enquête socio-économique sur la condition des ménages à Lubumbashi (100.000 personnes ont été concernées par l'enquête !). Une autre enquête socio-économique, plus modeste dans ses ambitions, est celle menée par G. Iyenda sur la pauvreté à Kinshasa. B. Lututala signe une autre contribution socio-économique sur les migrants congolais résidant à Paris.

D'autres articles s'inscrivant dans un contexte urbain sont d'ordre plus anthropologique, comme celui de O. Kahola dans les commissariats de Lubumbashi. B. White & Yoka Lye estiment que comprendre la culture populaire urbaine congolaise est impossible sans analyser les relations entre les Kinois et la musique. G. Fonteyne étudie pour sa part

la perception populaire du don de sang bénévole dans la capitale, illustrant au passage les difficultés d'adaptation d'une jeune chercheuse européenne dans le paysage médical kinois. Au croisement de démarches historique et muséologique, V. Sizaire retrace son expérience comme commissaire d'expositions portant spécifiquement sur la mémoire urbaine de Lubumbashi. Le travail de A. Matangila se base sur des enquêtes linguistiques menées dans les Eglises de réveil à Kinshasa : dans le contexte de la crise, les grandes villes congolaises sont devenues des espaces de circulation d'un discours religieux axé sur le salut de l'âme, la santé du corps, la protection contre les mauvais esprits, le bien-être matériel et social, etc.

Si la contribution de T. Trefon & S. Cogels plonge dans l'univers périurbain pour montrer l'hybridité et le caractère ambigu des processus de gestion des ressources naturelles, force est de reconnaître que les recherches sur le monde rural ne sont guère représentées dans ce volume, sinon dans l'article de K. Vlassenroot. Quelques articles témoignent de travaux menés en milieu rural mais la ruralité constitue ici l'arrière-fond de l'enquête plus que le sujet de celle-ci. Les enquêtes de L. Jourdan se passent effectivement dans un contexte rural au Kivu mais le sujet de ses investigations est le changement politique en situation de conflit armé. Les articles de A. Kakudji sur les enfants en rupture, de F. Vandebussche sur la gestion sociale des zones minées ou de l'équipe du Cemubac dans le domaine de la santé représentent des cas de figure similaires.

L'agencement des articles

Outre le grand fil conducteur de ce volume (les méthodes de recherches en sciences humaines en RDC), les vingt articles qui le composent entretiennent entre eux des liens étroits d'ordre thématique, disciplinaire ou méthodologique. Il aurait été possible de les rassembler selon les problématiques qui viennent d'être présentées. On aurait pu aussi reprendre les habituelles distinctions disciplinaires : anthropologie, histoire, socio-économie, etc. Il existe donc plusieurs logiques de découpage, les unes étant aussi pertinentes que les autres. Nous avons finalement adopté un classement hybride, qui combine des sections davantage définies selon les méthodes qu'elles décrivent, d'autres en fonction des applications qu'elles rencontrent, d'autres enfin, liées à des champs thématiques.

La première section regroupe les articles qui témoignent d'une méthodologie clairement qualitative, ayant recours aux entretiens, aux récits et à l'observation (éventuellement participante). Le travail analytique dans ces articles apparaît très clairement et constitue un atout majeur. C'est la section, par ailleurs, la mieux représentée car elle rassemble six articles : ceux d'O. Kahola, L. Jeurissen, D. Dibwe, B. Rubbers, A. Mélice et A. Matangila. Anthropologie, histoire et linguistique sont ainsi regroupés.

La deuxième section comprend les articles de démographie et de socio-économie, dans lesquels une orientation quantitative (questionnaires et *surveys*) domine. Toutes ces contributions nous enseignent sur des techniques d'enquêtes bien ciblées et réalisables dans un laps de temps limité. Dans l'un des cas, une grande équipe d'enquêteurs bien drillés a dû être mobilisée (M. Rémon & C. Nkuku). A l'inverse, G. Iyenda et B. Lututala ont mené eux-mêmes une grande partie de la recherche, aidés par quelques assistants. L'article signé par L. de Saint Moulin concerne un champ extrêmement vaste d'enquêtes, les plus célèbres ayant porté sur le territoire national dans son ensemble. Les indications que donne l'auteur sur la pré-enquête et sur le protocole de toute investigation sont fort précieuses pour tout qui travaille sur base de questionnaires.

Les articles de sciences sociales appliquées et de santé publique constituent la troisième section, polarisée autour de la « recherche action ». Ils s'inscrivent dans un contexte de rapport avec une ONG (F. Vandebussche, G. Fonteyne, D. Porignon *et al.*), un bailleur de fonds international (T. Trefon & S. Cogels) ou l'agence d'une institution internationale (A. Kakudji). Ils concernent des secteurs d'intervention privilégiés du monde du développement – par ailleurs perçus comme étant neutres sur le registre politique –, c'est-à-dire la santé, l'environnement, les enfants et l'aide humanitaire.

L'avant-dernier ensemble regroupe deux articles qui traitent des conflits au Kivu et en Ituri, et de la place du chercheur dans cet environnement difficile. Clairement, « l'anthropologie du front » (L. Jourdan) est une nouvelle thématique de recherche à suivre, notamment par sa pertinence humanitaire. Les techniques d'enquête dans les zones où la sécurité personnelle est loin d'être assurée doivent nécessairement être basées sur une connaissance approfondie du contexte local et sur l'entretien de bonnes relations avec des personnes ressources du milieu. L. Jourdan et K. Vlassenroot confirment ce constat, mais soulignant davantage le besoin de rester flexible lors des enquêtes. Sans recours à une approche souple, les enquêtes en zone de conflit seront vite compromises.

La communication dans son sens large est le fil conducteur du dernier groupe d'articles. Leur point commun est l'engagement dans la transmission culturelle. Le récit de J.-F. Bastin sur l'évolution des attitudes et des comportements des Congolais par rapport à une caméra (et ceci à travers trois régimes présidentiels) rentre bien dans cette perspective. Il repose sur un processus de « mise en abîme » car il présente les regards congolais sur un blanc qui les observe à son tour, pour les diffuser ensuite à un public plus large, belge cette fois-ci. L'article de V. Sizaïre retrace l'organisation d'une exposition au Musée de Lubumbashi dont l'objectif était de mieux cerner les usages mémoriels et identitaires des objets de la vie quotidienne des foyers lushois. Sensibiliser la population de la ville à son patrimoine concourt d'ailleurs à une transmission culturelle. Même si les techniques méthodologiques employées par B. White & L. Yoka (questionnaires, entretiens et analyse) diffèrent relativement de celles employées dans les deux travaux précédents, leur objet – le caractère social de l'écoute musicale à Kinshasa – est inscrit également dans le thème de la transmission culturelle.

Nous clôturons cette collection d'articles par une contribution qui ne relève pas directement de notre thématique méthodologique. I. Ndaywel y présente les évolutions de la discipline historique au Congo, ce qui permet de jeter un regard rétrospectif sur ce champ disciplinaire illustré par trois articles du volume.

Références bibliographiques

- APPADURAI, Arjun, 1990. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy », *Public Culture*, 2 (2), pp. 1-24.
- BECKER, Charles, Andrew HAMER et Andrew MORRISON, 1994. *Beyond Urban Bias in Africa : Urbanisation in an Era of Structural Adjustment*. Portsmouth, N. H. et Londres : Heinemann.
- BIAYA, T. K. 1997. « Kinshasa : Anomie, Ambiance et Violence », in G. Hérault et P. Adesanmi (éds), *Youth, Street Culture and Urban Violence in Africa*. Ibadan : IFRA.
- CLIFFORD, James et George MARCUS (éds), 1986. *Writing Culture : The Poetics and Politics of Ethnography*. Berkeley : University of California Press.
- COMHAIRE-SYLVAIN, Suzanne, 1968. *Femmes de Kinshasa : Hier et aujourd'hui*. Paris : Mouton.
- DE BOECK, Filip et Marie-Françoise PLISSART, 2005. *Kinshasa : Tales of the Invisible City*. Gand : Ludion.
- DE HERDT, Tom et Stefaan MARYSSE, 1996. *Comment survivent les Kinois ? Quand l'Etat dépérit*. Anvers : Centre for Development Studies.
- DE VILLERS, Gauthier, Bogumil JEWSIEWICKI et Laurent MONNIER (éds), 2002. *Manières de Vivre : Economie de la 'débrouille' dans les villes du Congo/Zaire*. Tervuren/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan.
- DIBWE DIA MWEMBU, Donatien 2001. *Bana Shaba abandonnés par leur père. Structures de l'autorité et histoire sociale de la famille ouvrière au Katanga (1910-1997)*. Paris : L'Harmattan.
- GONDOLA, Charles. D., 1997. *Villes miroirs. Migrations et identités urbaines à Brazzaville et Kinshasa, 1930-1970*. Paris : L'Harmattan.
- HANNERZ, Ulf, 1983. *Explorer la Ville : Eléments d'anthropologie urbaine*. Paris : Editions de Minuit.
- HASTRUP, Kirsten et Peter HERVIK (eds), 1994. *Social Experience and Anthropological Knowledge*. Londres : Routledge.
- HOUYOUX, Joseph, 1973. *Budgets ménagers, nutrition et mode de vie à Kinshasa*. Kinshasa et Louvain : Presses universitaires du Zaïre.
- HOUYOUX, Joseph et Yan LECOANET, 1975. *Lubumbashi : Démographie, budgets ménagers et étude du site*. Kinshasa : Bureau d'études d'aménagement urbain.
- JEWSIEWICKI, Bogumil (dir.)
- 2003a. *Musique urbaine au Katanga de Malaïka à Santu Kimbangu*. Paris : L'Harmattan.
- 2003b. *Mami wata. La peinture urbaine au Congo*. Paris : Gallimard.
- JORIS, Lieve, 2001. *Danse du léopard*. Paris : Actes-Sud.
- LUBEMBO, Richard, Aimé KAKUDJI et Pierre PETIT, 2004. « Méthodologie de l'enquête », in Pierre PETIT (dir.), *Byakula. Approche socio-anthropologique de l'alimentation à Lubumbashi*, pp. 28-35. Bruxelles : Académie royale des sciences d'outre-mer.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du développement social*. Paris-Marseille : Karthala-APAD.
- PETIT, Pierre (dir.)
2003. *Ménages de Lubumbashi entre précarité et recomposition*. Paris : L'Harmattan.
2004. *Byakula. Approche socio-anthropologique de l'alimentation à Lubumbashi*. Bruxelles : Académie royale des sciences d'outre-mer.
- RAKODI, Carole, 1997. *The Urban Challenge in Africa : Growth and management of its large cities*. Tokyo : United Nations University Press.
- SIMONE, AbdouMaliq, 2004. *For the City Yet to Come : Changing African Life in Four Cities*. Durban et Londres : Duke.
- SIZAIRE, Violaine (éd.)
2001. *Mémoires de Lubumbashi : Images, objets, paroles. Ukumbusho (souvenir)*. Paris : L'Harmattan.
2002. *Femmes-modes-musique. Mémoires de Lubumbashi*. Paris : L'Harmattan.

- STRAUSS, Anselm, 1992. *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*. Paris : l'Harmattan
- TREFON, Theodore (éd.), 2004. *Ordre et désordre à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. Tervuren/Paris : Institut africain/L'Harmattan.
- VANSINA, Jan, 1994. *Living with Africa*. Madison : University of Wisconsin Press.
- VELLUT, Jean-Luc, 1974. *Guide de l'étudiant en histoire du Zaïre*. Kinshasa : Editions du Mont Noir.
- VERHAEGEN, Benoît, 1974. *Introduction à l'histoire immédiate : essai de méthodologie qualitative*. Gembloux : Duculot.
- YOKA LYE MUDABA, 1999. *Kinshasa, signes de vie*. Tervuren/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan.